LEGISLATION
12 09. 1979
Transmis à
Overgemaakt aan

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 13 juillet 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au régime d'accise des alcools", a donné le 16 août 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 13e juli 1979 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het accijnsregime van alcohol", heeft de 16e augustus 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Au préambule, il y aurait lieu d'écrire :

"Vu la loi relative au régime d'accise des alcools, coordonnée le 12 juillet 1978, notamment ...".

Article ler.

Cet article contient des définitions. Celles-ci sont énoncées dans chacune des langues nationales selon l'ordre alphabétique des mots ou des expressions définies. Cette méthode aboutit à une rupture dans la concordance du texte. On peut se demander si les modifications futures visant une division de l'article ne seront pas malaisées à exprimer.

Au 4° de l'article ler, il convient de remplacer "pralines" (amandes rissolées dans le sucre bouillant) par "chocolats".

Article 4.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Le directeur général autorise, sur la demande qui lui est faite, l'utilisation de l'alcool ...".

.../...

Article 6.

L'article 6 devrait être rédigé comme suit :

"Le diamètre ... un cadenas appartenant à l' administration ou des scellés est fixé par le contrôleur en chef".

Article 8.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"L'article 7 est également applicable ...".

Article 9.

Au § 2, deuxième phrase, il y aurait lieu d'écrire :

"Le directeur général fixe les règles de tenue de ces documents ...".

Article 10.

Au § ler, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Les intéressés ont la charge de faire confectionner ou de se procurer les lettres de voiture-passavants ...".

Article 11.

A la fin du 1°, on devrait écrire :

" ... mélange de liquides, sans distinguer si l'appareil fonctionne de façon continue ou discontinue;".

Au 2°, alinéa 2, la définition des petits appareils à distiller dont la déclaration est prescrite par l'article 34, § 1er, de la loi coordonnée peut-elle dépendre du point de savoir si ces appareils servent ou ne servent pas à la production, à la rectification ou à la récupération d'alcool éthylique ?

Le 2°, alinéa 3, est mieux en harmonie avec le texte légal, en se fondant sur un élément objectif, à savoir le mode de construction des appareils, pour considérer qu'ils ne sont pas des appareils de distillation auxquels s'applique l'article 34, § 1er, de la loi.

Article 14.

Au § 1er, l'expression "colonne à rectifier continue dans une distillerie" devrait être remplacée par "colonne à rectifier continue fonctionnant dans une distillerie".

Au § 2, il conviendrait de fixer le point de départ du délai de renouvellement de la déclaration.

.../...

Article 18.

Au § 4, il y aurait lieu d'écrire :

"La porte est munie de deux fermetures".

Article 32.

Au § ler, 2°, il conviendrait d'écrire :

" ... une tablette sur laquelle peuvent être constatées la force et la température de l'alcool éthylique".

Article 34.

Appelle la même remarque que pour l'article 32, § ler, 2°.

Article 50.

A la fin du § 3, il conviendrait d'écrire :

" ... le transport des marchandises visées à l'article 48 et produire ...".

Article 58.

Au § ler, 1°, il conviendrait de remplacer les mots "de personnes analogues" par "de personnes exerçant une activité semblable".

.../...

Au § 2, il conviendrait d'écrire :

"La détention par les personnes visées au § ler, 1° ...".

Article 59.

Au § ler, il conviendrait de remplacer les mots : "deuxième et troisième tirets" par : "2° et 3°" et de modifier en conséquence l'article 66 du projet.

Article 66.

L'article 66 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les cas où une déclaration 108 doit être déposée, il doit, en outre, être tenu dans l'établissement déclaré, et selon les distinctions ci-après, un registre dans lequel seront inscrites dans l'ordre chronologique des opérations, les réceptions, les mises en oeuvre et les expéditions d'alcool, de boissons spiritueuses, d'essences et de maagbitters :

1° un registre de magasin 123, par les distillateurs pour les opérations de leur magasin spécial;

2° un registre de magasin 122, conforme au modèle de l'annexe 2,par les distillateurs pour leur magasin de libre pratique, par les fabricants de liqueurs, par les fabricants d'essences et les fabricants de maagbitters par les confiseurs, par les négociants en vin visés

.../...

à l'article 65, § 2, 2°, et par tous les négociants et courtiers ... et, le cas échéant, par les détaillants ...";

3° un calepin de vente 122bis, conformément au modèle de l'annexe 3, par les détaillants ... de 2 à 6 litres, ainsi que par les personnes qui dirigent ou gèrent des cercles privés".

Observation.

Le projet d'arrêté ne donne pas le modèle du registre de magasin 123.

Article 73.

La deuxième phrase de l'article 73 devrait être rédigée comme suit :

"Ce robinet lorsqu'il est fermé, doit pouvoir être scellé par les agents".

Article 90.

Au § 2, il conviendrait de remplacer les mots "en jeu" par les mots "susceptibles d'être ultérieurement dus".

.../...

Article 93.

Au § 2, il conviendrait d'écrire :

" ... qui garantit, à la satisfaction du receveur, le droit d'accise et la taxe de consommation susceptibles d'être ultérieurement dus".

Article 95.

Le § 2, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit :

"L'article 56 est applicable en ce qui concerne le minimum autorisé à l'entrée en entrepôt ou à l'exportation".

Article 118.

A l'alinéa 1er, l'expression "et caetera" sous sa forme abréviative etc. ne devrait pas être employée dans un texte qui comporte une norme restrictive. L'application de la règle pourrait être contestée.

Article 124.

L'article 124 reproduit la substance des articles 182 à 184 de la loi générale sur les accises en décrivant d'une manière différente les opérations de contrôle prévues.

.../...

Cet article ne peut être interprété comme attribuant aux agents de l'administration des pouvoirs autres que ceux qui leur sont attribués par les articles 182 à 184 prérappelés.

Le § 3 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Les personnes qui transportent des marchandises ou les conducteurs, convoyeurs ou passagers des véhicules qui en contiennent doivent, s'ils en sont requis, manipuler eux-mêmes lesdites marchandises, les déplacer ou les décharger et ouvrir les colis, même si ceux-ci sont plombés ou munis d'un scellé de l'administration des douanes et accises.

Article 126.

Au 2°, il conviendrait d'écrire :

"2° l'arrêté ministériel du 20 février 1908 qui est relatif aux cadenas de fermeture".

Le 4° devrait être rédigé comme suit :

"4° l'arrêté royal du 20 septembre 1911 relatif au transport des flegmes ou alcools".

Le 7° devrait être rédigé comme suit :

"7° l'arrêté royal du 13 décembre 1912 relatif aux mesures de contrôle et de surveillance de la taxe sur les eaux de vie".

.../...

Le 13° devrait être rédigé comme suit :

"13° l'arrêté ministériel du 6 juillet 1935 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses".

Au 15°, il conviendrait de rectifier la date en "18 juin 1945".

Le texte devrait être complété par un 29°, rédigé comme suit :

"29° l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 février 1979 relatif aux douanes et accises" (cet article remplace, en effet, le § 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934).

AANHEF.

In de aanhef schrijve men :

"Gelet op de op 12 juli 1978 gecoördineerde wet betreffende het accijnsregime van alcohol, inzonderheid op de artikelen ...".

Artikel 1.

Dit artikel bevat een aantal definities die in elk van beide landstalen telkens naar alfabetische volgorde van de te definiëren woorden of uitdrukkingen zijn gegeven. Die werkwijze brengt mee dat de symmetrie van de tekst wordt verbroken. Men kan zich afvragen of latere, op een onderdeel van het artikel betrekking hebbende wijzigingen daardoor niet moeilijker te verwoorden zullen zijn.

Onder 12° van artikel 1 vervange men "pralines" (dat zijn gebrande amandels geglaceerd met suiker) door "chocolaadjes".

Artikel 4.

Het begin van dit artikel leze men zo :

"De directeur-generaal verleent desgevraagd machtiging om ...".

.../...

Artikel 6.

Artikel 6 leze men zo :

"De diameter van de gaatjes voor het aanbrengen van een, het Bestuur toebehorend hangslot of van de verzegeling wordt bepaald door de hoofdcontroleur".

Artikel 8.

Dit artikel moet als volgt beginnen :

"Artikel 7 is van overeenkomstige toepassing ...".

Artikel 9.

In § 1 leze men : "De in dit besluit ...".

In § 2 schrijve men de tweede volzin als volgt :

"De directeur-generaal stelt nadere regels voor het bijhouden van die documenten".

Artikel 10.

Een betere lezing voor dit artikel ware :

"De belanghebbenden moeten de gelei-wachtbrief ..., waarvan sprake is in dit besluit, zelf laten maken of aanschaffen. Die drukwerken ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 11.

Aan het eind van 1° leze men :

"... onverschillig of het toestel continu werkt of niet;".

Mag men in 2°, tweede lid, de definitie van de kleine stooktoestellen welker aangifte voorgeschreven is in artikel 34, § 1, van de gecoördineerde wet er wel van laten afhangen of die toestellen al dan niet dienen voor de vervaardiging, de overhaling of de herwinning van ethylalcohol ?

Het derde lid van 2° ligt meer in de lijn van de wettekst want hier wordt, om de toestellen niet aan te merken als stooktoestellen die onder artikel 34, § 1, van de wet vallen, uitgegaan van een objectief gegeven, namelijk de bouwwijze van het toestel.

Artikel 14.

Onder § 1 schrijve men : "... tenzij het een continu-overhaaltoestel betreft dat opgesteld is in een stokerij" in plaats van "tenzij het een continu-overhaaltoestel van een stokerij betreft".

In § 2 bepale men het uitgangspunt van de termijn voor vernieuwing van de aangifte.

.../...

Artikel 18.

Onder § 4 schrijve men :

"De deur is voorzien van twee sluitsystemen".

Artikel 32.

Onder § 1, 2°, leze men :

"... een schap waarop sterkte en temperatuur van ethylalcohol kunnen worden vastgesteld".

Artikel 34.

Zelfde opmerking als bij artikel 32, § 1, 2°.

Artikel 50.

Aan het eind van § 3 zou moeten worden gelezen :

"... over het vervoer van de in artikel 48 bedoelde goederen en ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 58.

In § 1, 1°, vervange men de woorden "dergelijke personen" door "personen die een soortgelijke werkzaamheid uitoefenen".

In § 2 schrijve men :

"Het bezit door de in § 1, 1°, bedoelde personen ...".

Artikel 59.

In § 1 vervange men de woorden "tweede en derde streepje" door : "2° en 3°", met overeenkomstige wijziging van artikel 66 van het ontwerp.

Artikel 66.

Een betere lezing voor dat artikel zou zijn :

"In de gevallen waarin een aangifte 108 moet worden ingediend, moet bovendien in de aangegeven inrichting en volgens het hierna te maken onderscheid een register worden gehouden waarin naar tijdsorde van de verrichtingen, de ontvangen, de verwerkte en de verzonden hoeveelheden alcohol, geestrijke drank, essences en maagbitters worden aangetekend alsook :

1° een magazijnregister 123, door de stokers voor de verrichtingen in hun bijzonder magazijn;

.../...

2° een magazijnregister 122, volgens het model van de bijlage 2, door de stokers voor hun magazijn van vrij verkeer, door de likeur-, de essence- en de maagbitterfabrikanten, door de suikerbakkers, de in artikel 65, § 2, 2°, bedoelde wijnhandelaars ... en alle handelaars en makelaars ... en, in voorkomend geval, door de kleinhandelaars ...";

3° een verkoopboekje 122bis, volgens het model van de bijlage 3, door de kleinhandelaars ... van 2 tot 6 liter, alsook door diegenen die de leiding of het beheer hebben van privé-verenigingen".

Opmerking.

Voor het magazijnregister 123 is in het ontwerp-besluit geen model aangegeven.

Artikel 73.

De tweede volzin van artikel 73 zou als volgt moeten luiden :

"Die kraan moet in sluitstand door de ambtenaren kunnen worden verzegeld".

Artikel 90.

Aan het slot van § 2 schrijve men : "van de accijns en de verbruikstaks die later verschuldigd mochten zijn".

.../...

Artikel 93.

In § 2 leze men evenzo :

"... voor de accijns en de verbruikstaks die later verschuldigd mochten zijn".

Artikel 95.

Het tweede lid van § 2 stelle men als volgt :

"Artikel 56 is van toepassing wat betreft het bij opslag in een entrepot of bij uitvoer toegestane maximum".

Artikel 118.

In een tekst die zoals het eerste lid van dit artikel een beperkende norm stelt is het woord "enzovoorts" in zijn afgekorte vorm "enz.", niet op zijn plaats. De toepasselijkheid van de regel zou kunnen worden betwist.

Artikel 124.

Artikel 124 herhaalt in wezen hetgeen in de artikelen 182 tot 184 van de algemene accijnswet staat maar met een andere beschrijving van de opgelegde controleverrichtingen.

.../...

Dat artikel mag niet worden uitgelegd alsof het de ambtenaren van het bestuur enige andere bevoegdheid verleent dan hun in de zoëven gememoreerde artikelen 182 tot 184 is opgedragen.

Paragraaf 3 van het artikel zou beter als volgt worden geformuleerd :

"De personen die goederen vervoeren, de bestuurders, begeleiders of passagiers van voertuigen die goederen bevatten, moeten die goederen desgevorderd zelf hanteren, verleggen of lossen en de colli's open maken ook wanneer deze gelood zijn of voorzien van een door het bestuur der douanen en accijnzen aangebrachte verzegeling".

Artikel 126.

Onder 2° schrijve men :

"2° het ministerieel besluit van 20 februari 1908, dat betrekking heeft op hangsloten".

De tekst onder 4° leze men als volgt :

"4° het koninklijk besluit van 20 september 1911 betreffende het vervoer van flegma's of alcohol".

De tekst onder 7° :

"7° het koninklijk besluit van 13 december 1912 betreffende de maatregelen van controle en toezicht op de taxe op de brandewijn".

.../...

En die onder 13° :

"13° het ministerieel besluit van 6 juli 1935 betreffende het fiscaal regime van alcohol en geestrijke dranken".

Onder 15° vermelde men de juiste datum : 18 juni 1945.

Het artikel moet worden aangevuld met een 29°, als volgt :

"29° artikel 13 van het ministerieel besluit van 27 februari 1979 betreffende de douanen en accijnzen" (dat artikel vervangt namelijk § 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934).

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat, président,

C. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
J. LIGOT,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY,

W. GENARD, greffier.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

W. GENARD.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.